

<https://www.aefinfo.fr/depeche/707082>

Erwin Canard

6 min read

Amélie Oudéa-Castéra quitte le ministère de l'Éducation nationale après 28 jours chaotiques

Moins d'un mois après son arrivée au ministère de l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra est remplacée par Nicole Belloubet, annonce l'Élysée le 8 février 2024 ([lire sur AEF info](#)). Empêtrée dans des polémiques autour de la scolarisation de ses enfants à Stanislas, fragilisée par deux grèves enseignantes et par la démission du recteur de Paris, Amélie Oudéa-Castéra avait perdu l'essentiel de son crédit auprès des personnels, entamé dès le départ par le fait qu'elle était aussi à la tête des Sports et des JOP. Elle est la ministre restée le moins longtemps à ce poste de l'histoire de la Ve République.



Les grèves enseignantes de ce début février et la démission de Christophe Kerrero avaient encore plus compliqué la tâche d'Amélie Oudéa-Castéra. MaxPPP

La situation était devenue intenable. 28 jours seulement après son arrivée rue de Grenelle, Amélie Oudéa-Castéra est remplacée au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse par Nicole Belloubet, annonce l'Élysée le 8 février 2024, au moment de la nomination de plusieurs ministres délégués et secrétaires d'État. Amélie Oudéa-Castéra conserve toutefois son portefeuille des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques.

Nommée ministre de l'Éducation nationale le 11 janvier 2024 dans le gouvernement Attal ([lire sur AEF info](#)), celle qui voulait poursuivre la feuille de route de son prédécesseur parvenu à Matignon ([lire sur AEF info](#)) a été mise en difficulté d'emblée. À la tête d'un grand ministère comprenant également les Sports et les J.O.P. qui se tiendront cet été à Paris, acteurs politiques et syndicaux ont rapidement montré leur crainte d'une ministre "à mi-temps" ([lire sur AEF info](#)).

"un paquet d'heures qui n'étaient pas sérieusement remplacées"

Mais cette ligne d'attaque a vite été remplacée par la polémique qui, moins d'un mois plus tard, entraînera son départ du ministère employant le plus grand nombre d'agents. Le lendemain de sa nomination, pour son premier déplacement en tant que ministre de l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra justifie la scolarisation de ses enfants au groupe scolaire privé de Stanislas, à Paris, par le fait que, dans l'école publique où était précédemment inscrit un de ses fils, il y avait un "paquet d'heures qui n'étaient pas sérieusement remplacées" ([lire sur AEF info](#)).

Les syndicats s'insurgent et dénoncent des propos "violents", "méprisants", à l'égard de l'école publique et de ses enseignants que la ministre est pourtant censée défendre. Poussée à s'excuser par de nombreux acteurs, elle affirme "regretter" d'avoir pu "blesser certains enseignants". Elle s'est même déplacée dans l'ancienne école publique de son fils pour s'excuser directement auprès des enseignants ([lire sur AEF info](#)).

"ministre de l'Enseignement privé"

Bien que défendue par Emmanuel Macron - qui a néanmoins reconnu des "propos maladroits" - dans une tentative de clore le dossier ([lire sur AEF info](#)), Amélie Oudéa-Castéra n'a jamais pu s'extraire de cette situation. La ministre a été chahutée à chaque prise de parole, notamment à l'Assemblée nationale où la gauche la surnommait "ministre de l'enseignement privé" ([lire sur AEF info](#)).

Mediapart enchaîne les révélations sur la ministre - qui a notamment placé ses enfants en classes non-mixtes - et sur le collège Stanislas ([lire sur AEF info](#)). Elle a en outre été forcée de se détacher du suivi du dossier de Stanislas ([lire sur AEF info](#)), qu'un rapport de l'IGESR épingle sévèrement ([lire sur AEF info](#)), et de plusieurs autres sujets, dont la protection sociale complémentaire, en raison de ses liens avec l'assureur Axa ([lire sur AEF info](#)).

Son passage s'inscrit aussi dans le contexte tendu de la préparation de la prochaine rentrée, en raison notamment de l'application des mesures du "choc des savoirs", critiqué sur le fond et la forme par la quasi-totalité des syndicats ([lire sur AEF info](#) [ici](#) et [là](#)). Amélie Oudéa-Castéra n'a finalement pas eu le temps de lancer ses propres chantiers, prenant surtout la suite des réformes enclenchées par son prédécesseur Gabriel Attal ([lire sur AEF info](#)).

Quatre ministres en moins de deux ans

Le début du mois de février lui a été fatal. Deux grèves de personnels de l'Éducation nationale, les 1er ([lire sur AEF info](#)) et 6 février ([lire sur AEF info](#)), ont notamment porté comme mots d'ordre la démission de la ministre. L'Unsa et le Sgen-CFDT, qui n'appelaient pas à la grève du 1er février initialement, ont finalement rejoint l'intersyndicale, protestant notamment contre les "propos dénigrants" d'Amélie Oudéa-Castéra. La ministre a néanmoins toujours balayé une éventuelle démission, même si elle a admis s'être "posée la question" ([lire sur AEF info](#) [ici](#) et [là](#)).

Puis, Christophe Kerrero, recteur de Paris, un des plus hauts cadres de l'Éducation nationale, annonce quitter son poste le 2 février, après un désaccord avec la ministre au sujet de la fermeture de classes préparatoires à Paris ([lire sur AEF info](#)). Difficile, devant ce fait rare, de ne pas aussi y voir un geste d'opposition plus large à la ministre ([lire sur AEF info](#)).

L'Éducation nationale change donc une nouvelle fois de ministre. Après être resté cinq ans - un record - avec le même ministre à leur tête, Jean-Michel Blanquer, depuis, les personnels éducatifs ont vu passer, en moins de deux ans, quatre ministres différents : Pap Ndiaye, Gabriel Attal, Amélie Oudéa-Castéra et donc, désormais, Nicole Belloubet. Amélie Oudéa-Castéra, seulement la deuxième femme à avoir été ministre de

l'Éducation nationale, devient le ministre étant resté le moins longtemps - hors intérim - à la rue de Grenelle de l'histoire de la Ve République (cf. infographie ci-dessous).

Si vous ne voyez pas l'infographie dans son intégralité, [cliquez ici pour l'ouvrir dans une nouvelle fenêtre.](#)

Generated with Reader Mode